



LA UNE

Libye : pour ne pas céder à un unanimité béat

Par François Bonnet

Article publié le samedi 19 mars 2011

Empêcher Kadhafi de massacrer son peuple : oui, bien sûr, et on peut aisément s'indigner que cela n'ait pas été fait avant. Bien avant, il y a un mois, lorsque le dictateur fit tirer à la mitrailleuse sur la foule à Tripoli, lors des premières manifestations, puis envoya ses mercenaires achever les blessés, maison par maison.

Se débarrasser de Kadhafi et assumer un choix de « *regime change* », comme aurait dit George Bush, en faisant tout pour éliminer le tyran. Pourquoi pas ? Et, on demeure, au passage, dubitatif sur l'incapacité des services occidentaux à conduire une opération *ad hominem* visant à assassiner ou neutraliser le dictateur. Ou convaincre son entourage de le faire.

Aider le peuple libyen à se libérer du joug. Oui, mille fois oui, et l'on s'interroge sur la lâcheté de nos dirigeants européens, qui excluaient jusqu'alors tout type de support militaire, toute livraison d'armes et de matériel à des insurgés qui les demandaient pour combattre les troupes d'un dictateur à qui ces mêmes Européens n'ont cessé, justement, de vendre des armes (ci-contre Serge Dassault, par exemple).

Arrêter, poursuivre, éliminer un dirigeant qui menace son peuple dans des termes insupportables, tels que « *Nous irons vous chercher jusque dans les chiottes et nous serons sans pitié* », ne peut être que salué. C'est la phrase prononcée jeudi soir par Kadhafi, quelques heures avant le vote du conseil de sécurité. Phrase reprenant presque mot pour mot celle de Vladimir Poutine (« *Nous irons les buter jusque dans les chiottes s'il le faut* »), prononcée en 1999 pour justifier le déclenchement de la deuxième guerre de Tchétchénie qui a fait au moins 40.000 morts. Personne n'avait alors songé à soumettre ne serait-ce qu'un projet de résolution au conseil de sécurité de l'ONU.

Au moment donc où un unanimité béat et presque patriotique submerge le pays, où la quasi-totalité des éditorialistes et responsables politiques (même Jean-Luc Mélenchon ? **lire les réactions ici**) dit soutenir la résolution de l'ONU donnant le feu vert à ce qu'il faut bien appeler une entrée en guerre, peut-on se permettre de ne pas participer à la fête ? Et peut-on seulement, sans être aussitôt accusé d'indifférence coupable, souligner toutes les ambiguïtés, les risques et petits calculs d'une telle opération ?

1. Les ambiguïtés

Comme bien souvent en ces situations, la résolution 1973 adoptée par 10 voix pour et 5 abstentions est tout aussi importante par ce qu'elle passe sous silence que par ce qu'elle affirme (**l'intégralité de la résolution peut être lue ici**). Une lecture rapide laisse voir un processus complet et gradué d'étouffement du régime Kadhafi avec comme objectif exclusif la « *protection des popu-*

lations civiles » : gels des avoirs libyens, interdiction de voyager de ses dirigeants, embargo sur les armes, appel à un cessez-le-feu, poursuites éventuelles devant la Cour pénale internationale, zone aérienne d'exclusion. Et ultime marche (pour assurer cette zone d'exclusion) cette phrase du paragraphe 4 : « *Autorise les Etats membres à prendre toutes mesures nécessaires* ».

Il est certes exclu qu'une « *force d'occupation étrangère* » puisse être déployée sur le territoire libyen. Mais le « *prendre toutes mesures nécessaires* », cœur de cette résolution 1973, ouvre de fait des horizons inconnus et improbables. C'est officiellement, disent les partisans de ce texte, le feu vert à des frappes aériennes ciblées. Ce peut être beaucoup plus. Nous n'en savons rien, les responsables politiques et militaires n'en savent pas plus : les scénarios de guerre, de frappes ou d'intervention sont immédiatement démentis au contact du terrain.

Il faut aussi écouter la voix de ceux qui se sont abstenus. Oublions la Russie et la Chine qui ? « *par principe* », comme l'a dit l'ambassadeur de Pékin ? ne peuvent soutenir de telles interventions : Moscou et Pékin veulent être libres de massacrer ou réprimer chez eux au Xinjiang, au Tibet, en Tchétchénie. Mais l'Allemagne, un peu vite résumée à un personnage égoïste au cœur froid, a fait valoir quelques arguments. Son ministre Guido Westerwelle les **explique ainsi au Guardian** :

« *Une solution militaire semble très simple mais elle ne l'est pas. C'est risqué et dangereux, les conséquences peuvent être imprévisibles (...) Nous admirons la révolution tunisienne mais nous voulons que ces mouvements soient renforcés et pas affaiblis (...) Examiner des alternatives à un engagement militaire, ce n'est pas ne rien faire.* »

Autre pays à s'abstenir, l'Inde a fait savoir, par la voix de son ambassadeur, ses doutes, pour ne pas dire plus : « *pratiquement aucune information crédible sur la situation sur place* » ; « *nous ne savons pas plus comment les mesures prises seront appliquées* ». Quant au Brésil, qui s'est également abstenu, son ambassadrice a estimé que la résolution allait au-delà des demandes de la Ligue arabe. « *Nous ne sommes pas convaincus que l'utilisation de la force permettra d'atteindre l'objectif commun.* » La Turquie, qui ne siège pas au conseil de sécurité, avait déjà fait connaître son opposition à une telle option.

2. Les risques

Le « *prendre toutes mesures nécessaires* » du fameux paragraphe 4 nous fait entrer dans une guerre aux modalités floues et peut-être incontrôlées. L'Inde n'a pas tort de souligner le manque d'informations crédibles et précises. Quel est l'état réel des forces de



Kadhafi ? Combien de morts depuis le début de l'écrasement de la révolte ? Que se passe-t-il à Tripoli et dans l'ouest du pays ? Quel est ce conseil de transition installé à Benghazi, tellement vanté par BHL qu'il fut aussitôt reconnu par Sarkozy à la stupéfaction de nos partenaires européens ?

Discours de Kadhafi au début de l'insurrection. Enfin quel est l'état psychique de Kadhafi ? « *Si le monde devient fou à notre encontre, alors nous deviendrons fou également et nous répondrons. Nous transformerons leur vie en enfer* », a-t-il menacé jeudi dans un entretien à une télévision portugaise. Doit-on le prendre au sérieux lorsqu'il se livre à un tel chantage ? Ou n'est-il plus qu'un tyran de carton-pâte ? A-t-il de réelles capacités de frappes ? Peut-il toujours s'appuyer sur un appareil de répression et de terrorisme efficace ?

A toutes ces questions, aucune réponse précise n'a été à ce jour apportée, ni par les responsables politiques, ni par les responsables militaires. A-t-on planifié le pire et, si oui, quel est ce plan ? Quels sont les scénarios d'intervention ? Comment se dérouleront les frappes aériennes (que l'on nous présente à ce stade limitées à quelques aéroports ou chars et batteries anti-aériennes dans le désert) si les troupes de Kadhafi occupent Benghazi et se livrent au massacre ?

Il y a deux semaines, les responsables de l'Otan et ceux de l'armée américaine nous expliquaient l'extrême complexité de la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et les risques d'engrenage. Pourquoi ce qui semblait alors impossible est-il devenu soudain si simple ? Une entrée en guerre mérite informations, débats et votes des parlementaires. Ce doit être fait en Grande-Bretagne et en Allemagne aujourd'hui. L'Élysée veut en faire l'économie, François Baroin ayant annoncé dès vendredi matin le lancement des opérations « *dans les heures qui viennent* ».

Peut-on ainsi approuver, en aveugle et sans débat, et oublier les plus spectaculaires des désastres précédents ? L'intervention américaine en Somalie qui s'acheva par une déroute rapide et totale. La guerre d'Afghanistan engagée à l'automne 2001 : elle devait durer quelques semaines, elle se poursuit depuis dix ans dans un pays dévasté. La guerre d'Irak et le renversement de Saddam Hussein en 2003, construite sur un mensonge d'Etat (les armes de destruction massive) et qui a provoqué des catastrophes en chaîne. Et chaque fois, des « *frappes aériennes ciblées* »... tombant sur les populations civiles.

Chaque fois, les plans étaient prêts, toutes les hypothèses avaient

été intégrées, les campagnes devaient être brèves et les objectifs étaient paix et démocratie. Chaque fois, la réalité a balayé ces constructions.

3. Les petits calculs politiques

Visite à Tripoli de Nicolas Sarkozy. Cette marche vers la guerre se serait-elle produite si Nicolas Sarkozy n'avait pas mis la France dans un tel état de faiblesse ? Le naufrage de la diplomatie française, mis en évidence à l'occasion de la révolution tunisienne, s'est doublé de la révélation de liens étroits entre Nicolas Sarkozy et le dictateur Kadhafi. Derrière la spectaculaire visite du colonel à Paris, prospéraient réseaux d'affaires et politiques (**notre dossier est à lire ici**).

Patrick Ollier, toujours ministre du gouvernement, Claude Guéant, désormais ministre de l'intérieur, furent deux des hommes de ce rapprochement dont certaines coulisses demeurent tellement obscures qu'elles autorisent le fils Kadhafi à se livrer à un chantage ubuesque, demandant publiquement à Nicolas Sarkozy « *de rendre l'argent* » (**vidéo à voir ici**) ! Henri Guaino, conseiller spécial du président, a lui aussi passé les fêtes de fin d'année à Tripoli.

Alain Juppé va donc mettre en scène le « rétablissement » de notre diplomatie. Nicolas Sarkozy, sauveur du peuple libyen, sauveur du « printemps arabe », président sur-actif du G-20 au secours de la démocratie... Tout cela tombe à pic au moment où le président est confronté à une crise politique interne sans précédent.

L'exercice avait d'ailleurs été déjà tenté lors de la guerre entre la Russie et la Géorgie à l'été 2008. Alors président de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy avait volé à Moscou pour rétablir « la paix ». Quelques semaines plus tard, il s'avérait qu'il avait cédé l'essentiel aux Russes, sacrifiant au passage l'intégrité territoriale de la Géorgie : l'Ossétie du Sud a depuis déclaré son indépendance et est devenue, de fait, une enclave russe en territoire géorgien.

Le pire n'est jamais sûr et les grosses ficelles de politique intérieure se feront peut-être oublier. Le simple vote de la résolution fera-t-il reculer Kadhafi, son ministre des affaires étrangères ayant déjà annoncé ce vendredi après-midi un cessez-le-feu ? Quelques frappes aériennes mettront-elles en déroute ses mercenaires et militaires ? On peut l'espérer, il faut évidemment le souhaiter. Mais les grands sauts bruyants dans l'inconnu se terminent généralement mal.